

mérite de créer une force d'intervention rapide onusienne; la nécessité d'une planification avancée de la part des Nations Unies, y compris les méthodes de formation et le mode de fonctionnement; l'importance de définir clairement la structure de commandement entre les forces de l'ONU sur le terrain, le Secrétaire général et les pays membres participants. Les similitudes entre les questions à l'ordre du jour de ces deux réunions sont remarquables.

L'appui constant des Canadiens envers le maintien de la paix au fil des ans est tout aussi remarquable. Les Canadiens croient depuis longtemps que le droit et les conventions internationales qui favorisent la sécurité collective servent leurs propres intérêts. Le Canada a compris de longue date que c'est par la coopération multilatérale que se règlent les problèmes mondiaux les plus complexes. Ces problèmes ont en effet des causes trop diverses et leurs solutions trop d'aspects différents pour qu'un seul pays, ou qu'un seul groupe de pays, puisse en venir à bout par des actions unilatérales. Le maintien de la paix, bien entendu, est un des instruments qui contribuent à ce processus.

C'est pourquoi le Canada a été un pionnier du maintien de la paix. Nous croyons que la contribution que nous apportons à ces opérations depuis quatre décennies n'est que le reflet concret de nos intérêts fondamentaux en matière de sécurité et de politique étrangère. En fait, je représente un parti ayant une longue tradition dans ce domaine. Les gouvernements libéraux qui se sont succédé depuis 1945 ont toujours fermement appuyé les Nations Unies et le maintien de la paix. C'est un ministre des Affaires étrangères et futur premier ministre libéral, M. Lester Pearson, qui a imaginé et inspiré l'envoi de la première force d'urgence au canal de Suez en 1956, méritant le prix Nobel de la Paix pour avoir introduit le maintien de la paix aux Nations Unies. Le Canada devait par la suite fournir plus de 100 000 militaires à cette fin.

Notre gouvernement est arrivé au pouvoir l'automne dernier sur sa promesse de consulter les Canadiens plus largement à propos des décisions de politique étrangère. Ce qui montre bien d'ailleurs l'importance cruciale des Nations Unies dans les relations internationales d'aujourd'hui, et dans la politique étrangère canadienne, c'est que deux des trois débats sur la politique étrangère qui se sont tenus au Parlement depuis les élections ont porté sur le rôle de gardien de la paix du Canada, plus particulièrement dans l'ancienne Yougoslavie.

Ces débats ont fait ressortir le ferme appui du Parlement et de tout le pays aux efforts accomplis par l'ONU pour secourir les victimes de la guerre et pour faciliter les négociations entre les belligérants. Les Canadiens ne reculent pas devant les moyens à prendre pour atteindre ces buts. Cependant, à Ottawa comme à l'administration centrale des Nations Unies à New York et